



**Conseil Economique
et Social**

Distr.
GENERALE

E/CN.4/Sub.2/1988/NGO/21
23 août 1988

FRANCAIS
Original : ANGLAIS

COMMISSION DES DROITS DE L'HOMME
Sous-Commission de la lutte contre
les mesures discriminatoires et
de la protection des minorités
Quarantième session
Point 15 e) de l'ordre du jour

PROMOTION, PROTECTION ET RETABLISSEMENT DES DROITS DE L'HOMME
AUX NIVEAUX NATIONAL, REGIONAL ET INTERNATIONAL

LE DROIT DE QUITTER TOUT PAYS, Y COMPRIS LE SIEN, ET DE REVENIR
DANS SON PAYS

Communication écrite présentée par l'Association internationale du Barreau,
organisation non gouvernementale dotée du statut consultatif de
la catégorie II

Le Secrétaire général a reçu la communication ci-après, qui est
distribuée conformément à la résolution 1296 (XLIV) du Conseil économique et
social.

[17 août 1988]

Association internationale du Barreau

Séminaire de Moscou

Séance consacrée à la paix et aux droits de l'homme le 7 juin 1988

1. En janvier 1987, l'Association internationale du Barreau, la plus grande des associations d'avocats du monde, représentant 127 pays, est convenue avec l'Association des juristes soviétiques d'organiser en commun à Moscou les 6 et 7 juin 1988 un séminaire ayant pour thèmes le commerce international, le droit des successions, l'arbitrage international et enfin la paix et les droits de l'homme.

2. La séance consacrée à la paix et aux droits de l'homme portait sur les points suivants : 1) Liberté d'expression et paix dans le monde, 2) Le droit de quitter son pays et d'y revenir, 3) Le droit au travail, 4) Les relations entre la paix et les droits de l'homme. La table ronde était composée des membres suivants : M. Fali S. Nariman, avocat général à la Cour suprême de l'Inde, le professeur Boris Nazarov, de l'Institut d'études juridiques par correspondance de Moscou, le professeur Igor P. Blischenko, de l'Université Lomumba de Moscou, M. Rudolph Kuznetsov, directeur du service des visas au Ministère des affaires intérieures de l'URSS, le professeur Yoram Dinstein, de l'Université de Tel Aviv (Israël), le professeur William E. Butler, d'University College de Londres, le professeur Semen E. Ivanov, de l'Institut d'Etat et du droit de l'Académie des sciences de l'URSS, le professeur Oscar Schachter de la Columbia Law School de New York et le professeur Grigory I. Tunkin, de l'Université d'Etat de Moscou.

3. M. Kumar Shankardass (Inde), président de l'Association internationale du Barreau (AIB), a souhaité la bienvenue aux 300 délégués de l'association, venus de 30 pays, ainsi qu'aux nombreux participants soviétiques.

M. Alexandre Sukharev, président de l'association des juristes soviétiques et procureur général de l'URSS, qui a prononcé le discours d'ouverture, a déclaré : "Nous souhaiterions coopérer avec vous, procéder à des échanges de données d'expérience et à un partage des connaissances. Nous sommes en train d'élaborer une nouvelle image de l'Etat socialiste caractérisée par les libertés politiques et individuelles, l'indépendance des avocats et un système judiciaire démocratique et indépendant, c'est-à-dire une nouvelle conception de la démocratie sociale. La coopération multilatérale se développe progressivement. Nous ne devons pas être esclaves du passé et, afin de créer un climat de confiance, nous devons nous attaquer au problème des droits de l'homme. Nous cherchons une coopération dans le domaine humanitaire. Une interprétation étroitement nationale des droits de l'homme doit céder la place à une conception universelle de ces droits.

4. La séance était présidée par M. Leslie Wolfson (Ecosse).

5. Le premier exposé a été présenté par M. Nariman (Inde) sur le thème "liberté d'expression et paix dans le monde". L'orateur a parlé des problèmes liés à la souveraineté nationale pour affirmer que la sécurité nationale était une utopie politique qui faisait obstacle à la liberté d'expression et à la paix dans le monde. Ce devrait être une vérité admise par tous, a-t-il dit, qu'aucun Etat ne peut parvenir à la sécurité à laquelle il aspire sans devenir une menace pour ses voisins. L'illusion de la sécurité nationale absolue a été une des principales causes de la seconde guerre mondiale. La paix, a-t-il déclaré, est la seule arme contre la bombe atomique.

6. Le professeur Nazarov (premier professeur soviétique à enseigner les droits de l'homme) a dans ses observations cité Lénine : "... vous ne pouvez pas vivre dans une société tout en étant en même temps indépendants d'elle ...". Il a estimé que M. Nariman "s'était un peu laissé emporter par son sujet". Il a soutenu qu'il n'y avait jamais eu de difficultés de communication malgré l'aspiration à la souveraineté qui, d'après lui, ne devrait pas être abandonnée.

7. Le professeur Blischenko (URSS), a traité le thème "le droit de quitter son pays et d'y revenir". Il a parlé des libertés fondamentales et des droits de la personne humaine. Un droit, quel qu'il soit, devrait servir les intérêts de tous. Une violation des droits de l'homme dans un pays affecte tous les hommes. "Estimés collègues", a-t-il déclaré, "une invasion de vos droits est une invasion de mes droits". "La Déclaration universelle des droits de l'homme a posé le principe du droit de quitter son pays", a-t-il déclaré. "L'adoption de cet instrument a été un grand succès pour la communauté internationale, et il constitue la base de nos débats d'aujourd'hui". "Le droit de quitter son pays", a-t-il ajouté, "figure à l'article 13 de la Déclaration universelle et à l'article 12 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques. La Déclaration universelle a donné naissance à plusieurs pactes dans le domaine des droits de l'homme". "Toute société", a-t-il dit, "suit son propre chemin en fonction des souhaits et des désirs de son peuple. Néanmoins nous devrions faire notre possible pour arriver à des normes communes en matière de droits de l'homme. Les traités et les accords internationaux jouaient un rôle essentiel en permettant aux collectivités internationales de trouver un terrain commun malgré les différences de leurs situations et de leurs approches. Dans les pays où la liberté d'émigrer n'existait pas, la question des visas de sortie pouvait soulever des problèmes difficiles dans la mesure où une personne vivant dans une société ne pouvait pas être indépendante du contexte social et national dans lequel elle se trouvait. L'émigration avait comme corollaire l'immigration et l'Etat ne pouvait pas rester indifférent devant la manière dont une personne était amenée à vivre dans son nouveau pays.

8. Dans ses commentaires, le professeur Dinstein (Israël) a exprimé sa reconnaissance à l'AIB et à l'Association des juristes soviétiques pour lui avoir donné la possibilité d'avoir des échanges avec le professeur Blischenko et M. Kusnetsov.

9. Dans le monde d'aujourd'hui le problème de la liberté d'émigrer, a-t-il déclaré, est surtout celui de la communauté juive en URSS. Sous la direction de M. Gorbatchev il y a eu des changements importants dans le bon sens. Tous les prisonniers d'opinion juifs connus ont été libérés et le nombre des juifs qui ont reçu la permission d'émigrer vers Israël a été multiplié par huit en 1987 par rapport à 1986. Néanmoins la question est loin d'être épuisée. L'orateur avait encore des points de désaccord avec ses collègues soviétiques. La liberté d'émigrer, a-t-il dit, est au nombre des droits de l'homme et des libertés fondamentales les plus importants. Tous les droits de l'homme étaient indivisibles, dans un certain sens chacun des droits de l'homme étant aussi important que les autres. Toutefois, a-t-il déclaré, la liberté d'émigrer avait quelque chose de différent dans la mesure où elle constituait une soupape de sûreté. C'était particulièrement vrai pour la minorité juive en URSS, étant donné qu'elle ne jouissait pas pleinement de ses droits de l'homme collectifs en tant que groupe ethnique, religieux et linguistique.

"Il faut bien l'admettre, a-t-il déclaré, aucun pays au monde n'est parfait en matière de respect des droits de l'homme, aussi est-il important de garantir à un individu, s'il ne peut pleinement jouir de ses libertés fondamentales dans le cadre d'une certaine société, de disposer au moins de la possibilité de choisir, c'est-à-dire de décider de s'en aller ailleurs et d'y vivre plus heureux et plus libre si telle est sa conviction."

10. Le professeur Blischenko, a-t-il déclaré, avait mentionné tous les documents où ce droit était consacré, la différence entre eux deux étant une question d'interprétation et de conception. Le professeur Blischenko a indiqué qu'un pays avait en quelque sorte le droit d'adopter sa propre législation en ce qui concerne la liberté d'émigrer, mais l'amendement proposé à cet égard par l'Union soviétique au texte de la Déclaration universelle avait été repoussé. L'Union soviétique, a-t-il déclaré, appuyait actuellement pleinement la Déclaration universelle des droits de l'homme mais il fallait appliquer cet instrument tel qu'il avait été adopté et l'URSS n'est pas libre de s'écarter du texte dans sa législation interne ou de toute autre manière. S'agissant de la clause portant sur la sécurité nationale qui figure dans le Pacte international relatif aux droits civils et politiques, le professeur Dinstein a estimé qu'elle pouvait certes être utilisée pour retarder une demande d'émigration, mais non pas pour la rejeter complètement. Après un certain délai, a-t-il dit, la sécurité nationale ne pouvait plus être invoquée. (Note : Un orateur soviétique a indiqué par la suite qu'il était envisagé d'introduire dans la législation soviétique un délai maximum de cinq ans.)

11. Le professeur Dinstein a souligné en outre qu'au titre de la Déclaration universelle et du Pacte la liberté d'émigration n'était pas limitée à la réunification des familles et s'appliquait même à des personnes n'ayant pas de parents à l'étranger. A propos de l'exode de compétence, il a déclaré que ce phénomène n'affectait que les pays en développement et non pas une superpuissance comme l'URSS.

12. M. Kuznetsov (URSS), en analysant la position soviétique concernant le droit de quitter son pays, a expliqué qu'il n'aurait sans doute pas participé à ce débat s'il n'y avait pas eu le processus de démocratisation et de glasnost qui se déroulait actuellement en URSS. Il a déclaré que désormais, dans son pays, le droit de parler de ces questions était devenu un principe essentiel et qu'il y avait davantage de possibilités pour les citoyens de se rencontrer et de parler de la sorte. Il a expliqué qu'en URSS les procédures relatives à l'émigration pouvaient être complexes. Il a mentionné les problèmes que constituent les secrets d'Etat, l'économie, les capacités de défense et les refus opposés à l'entrée dans un autre pays. Certaines questions se posaient, telles que l'étendue de la couverture sociale existant dans le nouveau pays et la situation morale et psychologique des enfants. En étudiant les demandes de visas, son service n'avait pas des quotas déterminés à l'avance. Récemment, le nombre des visas accordés s'était accru.

13. Le professeur Dinstein, dans ses observations, a souligné à nouveau qu'un pays ne pouvait pas soumettre une liberté fondamentale telle que celle-ci aux dispositions de son droit interne. La protection de secrets d'Etat comme justification pour le refus d'accorder des visas de sortie demandait à être strictement contrôlée.

14. Au cours de l'après-midi, le professeur Butler (Angleterre), s'est exprimé sur le droit au travail en se référant plus particulièrement à l'article 6 de la troisième partie du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (1966) qui concerne "... le droit au travail, qui comprend le droit qu'a toute personne d'obtenir la possibilité de gagner sa vie par un travail librement choisi ou accepté...". Tout en notant que la communauté internationale était parvenue à des mesures raisonnables, surtout grâce à l'action de l'OIT, en réussissant à fixer des règles minimales en matière de rémunération équitable, de nombre d'heures de travail, de salaire égal pour les hommes et les femmes, de congés, de conditions de sécurité, etc., simplement parce qu'il s'agissait là d'éléments plus faciles à mesurer, l'orateur a estimé que beaucoup de choses restaient encore à faire pour l'application de l'article 6. Il a vivement incité la communauté internationale à rechercher des normes communes à mettre au point en tenant compte des droits de l'homme et du droit au travail, mais il a mis en garde contre le risque d'imposer des normes internationales sans avoir au préalable bien mesuré les divergences existant entre les diverses lois et pratiques nationales et sans avoir étudié les raisons de ces différences. Les droits de l'homme sont une matière qui est à la fois du ressort du droit international et du droit interne. Dans l'expression "Nashe delo", c'est-à-dire ce qui est "notre affaire à nous", "nous" doit s'entendre aussi de la communauté internationale et en particulier des Etats qui, en tant que parties aux pactes internationaux relatifs aux droits de l'homme, ont pleinement qualité pour agir.

15. Le professeur Ivanov (URSS) a déclaré dans ses observations que les droits de l'homme devenaient une cause commune pour les pays socialistes et capitalistes. Il a ajouté qu'il fallait établir des normes communes en ce qui concerne la sécurité du travail. Il ne pensait pas qu'il était possible de garantir l'emploi pour chacun.

16. Finalement, le professeur Schachter (Etats-Unis) a traité le thème "Relations entre la paix et les droits de l'homme". La paix, a-t-il déclaré, est l'ultime droit de l'homme; les violations des droits de l'homme sont une cause de guerre et la non-ingérence dans les affaires intérieures est une condition de la paix. Toutefois un Etat violerait la Charte des Nations Unies s'il faisait unilatéralement usage de la force pour obliger un autre Etat à respecter les droits de l'homme. Les violations des droits de l'homme, a-t-il déclaré, ont été à l'origine de tensions graves et d'hostilités ouvertes entre les Etats, tels les conflits concernant le droit à l'autodétermination et les droits des minorités, qui s'accompagnaient d'actions violentes menées avec l'appui de sympathisants se trouvant dans les Etats étrangers, et qui créaient un problème à la communauté internationale ainsi qu'au pays directement concerné. "Ce serait faire la politique de l'autruche, a déclaré l'orateur, que d'aller supposer que de graves violations des droits de l'homme peuvent être ignorées comme si elles n'avaient aucune incidence sur les relations normales entre les Etats. Un régime qui n'honore pas ses engagements ne peut pas être complètement digne de confiance, a-t-il déclaré. Il est de l'intérêt bien compris des gouvernements de mettre au point des mécanismes visant à réduire la colère et la haine causées par les violations des droits de l'homme. Les tribunaux et les avocats sont les institutions auxquelles il incombe au premier chef de veiller à ce que les engagements internationaux et constitutionnels deviennent réalité."

17. En l'absence du professeur Tunkin, le professeur Blischenko, dans ses observations, a déclaré que la communauté internationale réclamait la garantie du droit à la vie et au développement dans un environnement de liberté et de paix. "Nous voyons maintenant le droit international sous un aspect nouveau, a-t-il déclaré : les droits de l'homme ne sont plus une affaire intérieure des Etats."

18. Cette séance a permis un débat très ouvert et très animé mené conformément aux règles établies par les membres de la table ronde et qui ont abouti à une "répartition géographique équitable".

19. M. Wolfson a remercié les orateurs et les membres de la table ronde, en particulier les membres soviétiques "qui ont abordé si ouvertement, si franchement et si chaleureusement des sujets difficiles. Je pense que cette noble contribution, a-t-il déclaré, augure bien de l'avenir de notre société".

20. Faisant écho au professeur Butler, M. Kumar Shankardass a conclu en disant que la journée qui s'était écoulée n'avait pas consisté à marquer des points mais à mettre en train une excellente coopération mutuelle.

21. Dans son discours final, M. Sukharev a déclaré : "Les deux jours écoulés sont un grand événement dans la vie des juristes soviétiques : c'est en effet la première fois que nous avons l'expérience d'un contact direct avec une grande association internationale d'avocats. Ce qui s'est passé a dépassé notre attente et nous nous comprenons mieux les uns les autres. Nous avons été impressionnés par les juristes et les avocats qui ont parlé et nous espérons qu'à l'ouest, à l'est et dans le monde en développement, on comprend maintenant plus en profondeur nos réformes et nos aspirations progressistes."